

Les entreprises comprennent aujourd'hui que l'expansion des échanges est liée à l'investissement. Nous estimons que l'usine Renault/AMC à Brampton, en Ontario, générera à elle seule des ventes additionnelles de produits français d'une valeur de 300 millions de dollars. Un projet de cette ampleur stimule également les investissements liés à la sous-traitance. Il en résulte des emplois, objectif capital dans nos deux pays.

J'ai appris que les investissements américains et japonais en France sont à la hausse. Si le Canada veut augmenter sa part des marchés européens, y compris celui de la France, plus de sociétés canadiennes devront investir en Europe. L'accord récent entre Petro-Canada et l'Institut Français du Pétrole est certes encourageante, mais il reste beaucoup d'autres occasions à concrétiser. Nos deux pays pourraient collaborer davantage dans des domaines tels que la foresterie et la pêche par exemple.

Les coentreprises qui comportent des retombées en recherche et développement de part et d'autre sont également prometteuses et, à cet égard, je signale la collaboration de compagnies canadiennes et françaises qui unissent leurs efforts pour soumissionner les contrats de défense.

Nos gens d'affaires, en particulier dans le secteur des petites et moyennes entreprises, n'ont pas encore pleinement exploité les possibilités qu'offrent nos économies nationales respectives. À mon avis, on ne saurait cependant les tenir seuls responsables de cette situation.

Depuis une quinzaine d'années, nos gouvernements respectifs ont consacré trop de temps et d'énergie à gérer la dimension politique de nos relations, peut-être bien au détriment de nos intérêts économiques mutuels.

Cela est maintenant chose du passé. La rencontre de nos deux premiers ministres a marqué le début d'une nouvelle ère dans nos relations. Elle a confirmé au plus haut niveau l'importance que nos deux gouvernements attachent au renforcement de notre coopération économique. À cet égard, il y a diverses mesures concrètes que nous devrions mettre en route dès maintenant.

D'abord, nous devrions nous consacrer ainsi que les institutions, publiques ou privées, que nous représentons, à mieux connaître nos deux pays. Quelles sont, de part et d'autre, nos réalisations économiques et technologiques? Quelles possibilités accrues de collaboration ces réalisations nous offrent-elles?

Il s'ensuit qu'il devrait y avoir davantage de visites de part et d'autre par les décideurs économiques et les gens d'affaires, notamment ceux dans le secteur des petites et moyennes entreprises. Les visites organisées par votre Chambre sont précisément ce qu'il faut. J'espère qu'il y en aura